

dresse aux catholiques de notre Canada qui a trop besoin d'eux pour qu'ils soient excusables de se dérober à l'accomplissement de leur devoir. Or ce devoir n'est pas de démolir mais d'édifier; il n'est pas d'ébranler mais de consolider l'organisation sociale, l'organisation sociale actuelle. Car ce qui existe actuellement, tout imparfait et défectueux qu'il soit, ne pourrait plus aujourd'hui être construit aussi bien qu'il l'est. Ni les matériaux ni les ouvriers ne sont aujourd'hui égaux à ceux d'alors; ils leur sont inférieurs, et les éléments de perturbation auxquels l'organisation sociale doit résister, sont plus actifs et plus puissants qu'ils n'étaient il y a quelques vingt ans. Plus que jamais il faut se demander avant de démolir quelqu'un ou quelque chose faisant partie de l'organisation sociale: Par qui ou par quoi de meilleur est-on assuré de pouvoir le remplacer?

* * *

Ainsi, pour prendre quelques exemples, on a dit assez de mal, en certains quartiers, de notre constitution fédérale et l'on a même parlé de briser le lien fédératif. Or si nous avions aujourd'hui à reconstruire une constitution du Canada, il n'est pas probable que nous puissions obtenir mieux ni même aussi bon, et il est tout à fait probable, étant donné toutes les circonstances actuelles, que nous obtiendrions beaucoup moins bon.

Pareillement pour notre régime des deux partis qui a ses grands défauts, mais qui est encore moins mauvais, par la discipline qu'il impose et par l'autorité qu'il reconnaît aux chefs, que l'émiettement de la députation en fractions minimes, sans consistance, où le grouillement des intérêts et des ambitions moins coordonnés et plus facilement multipliés, décompose davantage l'organisme social, en l'abandonnant à l'anarchie d'un individualisme sans frein. Avant de détruire les partis, il faut donc avoir de quoi les remplacer avantageusement, et, en attendant de l'avoir, il est sage et prudent d'en tirer le meilleur parti possible, de les améliorer autant qu'ils peuvent l'être, d'encourager le mieux disposé, enfin d'agir positivement, dans un but de construction et de réparation, et non pas négativement, dans le seul but de critiquer amèrement, orgueilleusement, et de démolir avec fracas.

Il faut en toutes choses considérer la fin, le résultat, a dit la sagesse des nations, et aucune institution mieux que l'Eglise, qui est pourtant une puissance dont les dogmes sont immuables, dont les droits sont divins et inamissibles, n'a pratiqué ce sage conseil au cours de son histoire. On parle de l'intransigeance de l'Eglise. Certes cette intransigeance est réelle dans le domaine du dogme, dans la garde des droits, des vérités dont Dieu lui a confié le dépôt. Toute vérité assurée, certaine, est de sa nature intransigeante en face de l'erreur qui la contredit. Mais dans l'ordre des choses pratiques, dans la patience à souffrir et à

tolérer ce qu'elles ne pouvait empêcher, dans la conciliation dont elle a témoigné chaque fois qu'elle a pu augmenter ainsi la somme de bien qu'il lui était possible de faire, quelle institution a été plus conciliants, plus patiente, moins intransigeante que l'Eglise? Elle n'a refusé sa coopération à aucune bonne œuvre, à aucun pouvoir établi, à aucune bonne volonté, dès qu'il lui a paru possible de faire du bien aux hommes, à leurs âmes, à leurs sociétés.

* * *

Nous pourrions multiplier ici les exemples, et nous pourrions multiplier aussi les applications pratiques. Contentons-nous d'en signaler une.

Dans tout l'univers, en Angleterre, au Canada, il y a actuellement, en face du danger social commun, comme un instinct de conservation qui regarde du côté des catholiques et de l'Eglise. Comme les désordres de 1848 avaient rendu Thiers très empressé à tendre les bras au clergé et à l'Eglise, ainsi, mais plus sérieusement, des hommes politiques sérieux et clairvoyants s'aperçoivent qu'il y a plus de vrai que ne le pensait ce sinistre farceur de Voltaire dans sa parole célèbre: *il faut une religion pour la canaille*. On aurait pu faire observer à Voltaire qu'il en avait alors grand besoin. Il est certain que la canaille pousse vite en tout lieu et sous tout climat d'où l'on a chassé la religion.

En tout cas, l'expérience faite péniblement enseigne aujourd'hui à tout observateur qui voit et qui dans les désordres du monde, que la religion est nécessaire au maintien de la société, et que le catholicisme n'est pas aujourd'hui de trop pour aider à faire face aux dangers qui grandissent. En Angleterre tout particulièrement, les chefs de la nation comptent sur les catholiques pourtant peu nombreux, et ceux-ci, par le concours actif qu'ils apportent à la vie nationale, aux éléments d'ordre et de conservation, ont acquis une heureuse influence, beaucoup plus grande que celle à laquelle leur nombre restreint leur donne droit de prétendre. Au Canada, il y a également chez ceux qui nous appelons d'une expression un peu attristée "nos frères séparés," beaucoup d'esprits lucides et loyaux qui voient clairement à la lumière des faits, que l'Eglise et les Catholiques sont un élément d'ordre solide, non seulement utile mais nécessaire à la conservation de nos institutions sociales et politiques, à la vie normale et progressive de notre peuple. Notre Eglise, notre religion nous préserve mieux que toute autre influence de cette esprit d'anarchie et de désordre qui se répand si aisément partout ailleurs, même quand il n'éclate pas dans les horreurs du bolchévisme.

* * *

Cette situation nous impose le devoir de faire produire à notre catholicisme professé sans déguisement et sans ostentation, les fruits de salut social, de